



Conseil économique et social

Distr. générale
31 mars 2014
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-quatrième session

Session d'organisation, 24 avril 2014

Session de fond, 2-27 juin 2014

Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions de coordination : Nouveau Partenariat
pour le développement de l'Afrique**

Appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport donne un aperçu des activités que le système des Nations Unies a conduites en faveur du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) depuis juin 2013. Il s'articule autour de neuf modules thématiques établis dans le cadre du mécanisme de coordination régional des organismes des Nations Unies intervenant en Afrique, créé par la Commission économique pour l'Afrique.

Il rappelle la nécessité d'apporter un soutien mieux ciblé et mieux coordonné aux pays africains pour mettre en œuvre les recommandations figurant dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et de veiller à ce qu'il soit tenu compte des priorités de l'Afrique dans la formulation et la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Il engage les organismes des Nations Unies à adapter leur soutien pour promouvoir la réalisation des priorités définies dans le plan stratégique de la Commission de l'Union africaine pour la période 2014-2017 et dans le cadre stratégique du NEPAD pour la même période, ainsi que la formulation et la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

* E/AC.51/2014/1.



I. Introduction

1. À sa quarante-cinquième session, le Comité du programme et de la coordination a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire rapport au Comité à sa quarante-sixième session, et tous les ans par la suite, sur l'appui fourni par les organismes des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un programme de l'Union africaine (voir [A/60/16](#), par. 237). L'Assemblée a fait sienne cette demande dans sa résolution [68/20](#).

II. Appui à la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

2. Le présent rapport décrit les activités que les entités des Nations Unies ont menées en faveur du NEPAD depuis juin 2013, autour de neuf modules thématiques correspondant aux priorités du NEPAD. Il a été établi à partir des renseignements communiqués par les organismes, fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi que par les départements du Secrétariat, en réponse à la demande de contributions que leur avait adressée le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, à propos des activités, programmes et projets essentiels mis en œuvre en 2013-2014, et plus particulièrement de leurs résultats et effets sur les plans tant qualitatif que quantitatif.

A. Développement des infrastructures

3. Le module relatif aux infrastructures, coordonné par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), comprend les quatre sous-groupes suivants : énergie; technologies de l'information et des communications; transports; eau et assainissement.

4. Au cours de la période considérée, les organismes des Nations Unies ont continué de soutenir la mise en œuvre du Programme de développement des infrastructures en Afrique. En prévision du Sommet de Dakar pour le financement des infrastructures en Afrique qui se tiendra en juin 2014, la CEA a organisé une réunion d'experts internationaux des finances, de la planification et de l'infrastructure en octobre 2013 à Lusaka. Cette réunion a marqué le lancement puis l'intensification d'une campagne de financement de la mise en œuvre du Programme et validé 16 projets portant sur l'infrastructure régionale, qui seront présentés lors du sommet.

5. En ce qui concerne l'énergie, les membres du module thématique se sont dits favorables à la mise en place et à l'intégration d'un cadre bioénergétique tenant compte des besoins particuliers des femmes et de principes directeurs visant à développer l'utilisation durable de la bioénergie en Afrique. Le cadre bioénergétique africain et les principes directeurs qui ont été ainsi définis ont été lancés en septembre 2013 afin de promouvoir l'emploi local dans le secteur de la bioénergie.

6. La Banque mondiale, qui coprécide l'Initiative Énergie durable pour tous lancée par le Secrétaire général a continué de fournir une aide technique aux pays. Elle a dégagé 1,2 milliard de dollars en faveur du secteur énergétique en Afrique et

financé des projets régionaux tels que le projet hydroélectrique des chutes de Rusumo et le projet polyvalent en faveur du Burundi, du Rwanda et de la République-Unie de Tanzanie. La Société financière internationale a élaboré différents instruments, dont des fonds d'action spécialisés, pour attirer des investisseurs institutionnels et drainer des ressources pour financer des projets, notamment relatifs à l'infrastructure.

7. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a collaboré avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD pour mettre en service la Plate-forme africaine pour l'efficacité du développement dans le domaine de l'énergie durable. Avec l'aide de la Commission de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement, il a organisé trois consultations qui ont abouti à la mise au point de trois cadres interdépendants pour orienter l'exécution de l'Initiative Énergie durable pour tous en Afrique. Le PNUD a également aidé l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et la Commission de l'Union africaine à créer le Centre africain de l'énergie durable pour tous et à appliquer une stratégie de décentralisation énergétique qu'est venue compléter une initiative conjointe de mobilisation des ressources.

8. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont travaillé ensemble à la création de centres régionaux pour l'énergie renouvelable et l'utilisation rationnelle de l'énergie, afin d'élargir l'accès des populations à des services énergétiques modernes et d'améliorer la sécurité énergétique en Afrique de l'Ouest. L'ONUDI a également contribué à approvisionner plusieurs zones rurales d'Afrique en électricité. Ainsi, en Zambie, plus de 25 000 personnes ont pu avoir accès à de l'électricité grâce à la réalisation de trois mini-réseaux utilisant des énergies renouvelables.

9. Dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC), dans le cadre du projet d'appui à l'harmonisation des politiques en matière de TIC en Afrique subsaharienne, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a soutenu les actions nationales engagées pour incorporer des lois sous-régionales types dans la législation nationale et contribué à actualiser les lois et politiques pour tenir compte de l'évolution des techniques.

10. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, la Banque mondiale a dégagé 1,1 milliard de dollars pour promouvoir la gestion de l'eau dans le cadre du projet de gestion des ressources hydriques du bassin du fleuve Sénégal, dont ont bénéficié la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. En collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial et l'Agence internationale de l'énergie atomique, le PNUD a contribué à aider des pays africains à renforcer les capacités en matière de gestion intégrée des ressources en eau en utilisant des techniques nucléaires et isotopiques. Ces actions ont abouti à la conclusion d'un accord régional entre le Tchad, l'Égypte, la Lybie et le Soudan aux fins de la gestion conjointe des ressources d'un aquifère transnational.

11. Dans le domaine des transports, la CEA a été le fer de lance de la création de l'Alliance pour la gestion du couloir africain, qui regroupe les organismes de gestion des grands couloirs d'Afrique – notamment du couloir nord, du couloir de Walvis Bay, du couloir de Maputo, du couloir Abidjan-Lagos – et l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Est et australe, et qui a contribué au renforcement des couloirs de transport.

12. Les membres du module ont concentré leurs activités sur la sécurité routière et la facilitation des transports, ainsi que sur la construction de la Route transafricaine. La CEA a collaboré avec le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine pour mettre au point l'accord intergouvernemental sur la Route transafricaine, afin d'améliorer les échanges commerciaux et l'accès des pays en développement sans littoral aux ports maritimes et d'harmoniser les flux de transport entre les pays africains.

B. Gouvernance

13. Le module relatif à la gouvernance, qui est coordonné par le PNUD, comprend quatre sous-groupes: démocratie et gouvernance, gouvernance économique et gouvernance des entreprises; droits de l'homme; services publics et administration.

14. Au cours de la période considérée, ce module a prêté appui à l'architecture et au programme panafricain de gouvernance en fournissant une aide technique aux organes nationaux chargés de la gestion des élections et aux mécanismes d'observation. Les membres de ce module ont contribué à la mise en œuvre de la stratégie de défense des droits de l'homme en Afrique et du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. Ce module a également contribué à la formulation de l'Agenda 2063, de la vision de l'Union africaine dans 50 ans et de la stratégie mondiale panafricaine visant à optimiser l'utilisation des ressources de l'Afrique au profit de tous les Africains, en organisant trois forums de concertation et en établissant un rapport régional et des notes d'orientation.

15. L'Union africaine ayant décidé d'inclure divers indicateurs de santé dans le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, notamment pour le sida, la tuberculose, le paludisme et la santé maternelle, néonatale et infantile, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et le PNUD ont aidé la Commission de l'Union africaine à organiser une réunion régionale. Cette réunion a permis la conclusion d'un accord visant à inclure quatre indicateurs de base sur l'accès au traitement du VIH et la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans les directives relatives à l'établissement de rapports sur les progrès accomplis dans la lutte contre le sida dans le monde.

16. Au cours de la période considérée, le Fonds des Nations Unies pour la démocratie a fourni un appui financier à 18 nouveaux projets, pour la plupart exécutés par des organisations locales de la société civile. Le Fonds a amélioré la participation civique des organisations non gouvernementales aux élections et à la vie politique au Cap-Vert, renforcé la participation des femmes et des jeunes à l'administration locale au Bénin et au Kenya, et favorisé la concertation entre dirigeants et citoyens des communautés rurales à Madagascar. Il a également renforcé la capacité des associations locales du Nigeria à se prévaloir de la loi sur la liberté de l'information et a contribué à améliorer l'accès des personnes handicapées aux services sociaux au Rwanda.

17. Pendant toute l'année 2013, les membres du module ont collaboré à l'organisation d'activités visant à commémorer le dixième anniversaire du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. La CEA a publié un rapport intitulé « Reflets du XXI^e siècle : Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) –

Pratiques exemplaires et enseignements tirés », ainsi que « The APRM and land reforms in Africa: enhancing good governance in land management ». La CEA a aussi ouvert des débats pour promouvoir les codes et normes du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs relatifs à la gouvernance des entreprises en Afrique australe, au cours desquels les instruments, cadres et mécanismes de gouvernance des entreprises ont été passés en revue.

18. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le Département de l'information et le secrétariat du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs ont amené des dirigeants de la diaspora africaine et des organisations de la société civile à participer à un débat au Siège de l'Organisation des Nations Unies en octobre 2013 à propos des perspectives de gouvernance axée sur l'innovation et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ce débat, qui a permis de mieux comprendre que le Mécanisme constituait un instrument phare exceptionnel de gouvernance pour l'Union africaine, a abouti à la formulation de recommandations générales visant à améliorer la participation de la population à la gouvernance axée sur l'innovation sur le continent dans le cadre de l'Agenda 2063.

19. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a apporté son soutien à la mise en œuvre du plan d'action régional de la CEDEAO contre le trafic de drogue, la criminalité organisée et l'abus de drogue. Dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, l'ONUDC a collaboré avec le Département des opérations de maintien de la paix, le Département des affaires politiques et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) pour améliorer les capacités nationales, la coopération et le renseignement au Libéria, en Guinée-Bissau et en Sierra Leone. L'ONUDC a collaboré avec l'Organisation mondiale des douanes pour aider huit pays d'Afrique de l'Ouest à mettre en place des équipes spéciales conjointes chargées des interceptions aux aéroports internationaux du Bénin, du Cap-Vert, de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Mali, du Nigéria, du Sénégal et du Togo, considérés comme prioritaires, où elles ont contribué à des saisies de drogue.

20. Dans le cadre de son programme de lutte contre la criminalité maritime, l'ONUDC a aidé le Kenya, Maurice et les Seychelles à poursuivre et arrêter des pirates présumés, et à concevoir des stratégies de communication contre les actes de piraterie. Il a également prêté appui à la mise en œuvre d'une réforme pénitentiaire qui a abouti à l'élaboration d'une stratégie globale sur les alternatives à l'incarcération au Kenya.

21. En collaboration avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), l'ONUDC a soutenu l'exécution d'un projet régional qui a renforcé les capacités de huit États Membres aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants

22. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a fourni une assistance technique au Burundi, à Djibouti, au Kenya, au Lesotho, au Nigeria, au Rwanda et à la Zambie, pour qu'ils puissent appliquer les recommandations qu'elle a formulées à l'issue du Programme d'examen de la politique d'investissement. Les activités de la CNUCED ont débouché sur la création d'une agence de promotion des investissements au Burundi et du Conseil

présidentiel de l'investissement au Burkina Faso. La CNUCED a également fourni un appui aux fins de la modernisation de la loi kényane sur la promotion des investissements et de l'utilisation d'un traité bilatéral type sur les investissements en Sierra Leone.

23. En Égypte, le réseau local du pacte mondial a estimé que les petites et moyennes entreprises étaient des acteurs essentiels du monde du travail, qui devaient être mieux armés pour lutter contre la corruption. Un guide a ainsi été mis au point à l'intention de ces entreprises pour les aider à définir des politiques et pratiques de lutte contre la corruption. En outre, une charte d'intégrité a été établie à l'intention de ces entreprises et des multinationales pour faciliter l'évaluation et la mise en évidence de la détermination des petites et moyennes entreprises à prévenir la corruption.

24. En novembre 2013, la CNUCED a par ailleurs organisé au Niger la seizième édition de la Conférence et de l'exposition sur le négoce et le financement du pétrole, du gaz et des mines en Afrique. Cette conférence, qui a permis l'examen des questions relatives à la transparence et au respect du principe de responsabilité dans la gestion des industries d'extraction, a débouché sur l'adoption d'une résolution appelant à mener des actions ciblées pour donner corps à la Vision africaine des mines relative à la gouvernance, au renforcement des capacités et de la part des composants locaux, ainsi qu'à l'autonomisation des femmes dans les industries d'extraction.

C. Paix et sécurité

25. Le module relatif à la paix et à la sécurité, coprésidé par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, au nom du Département des affaires politiques du Secrétariat et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, comprend les quatre sous-groupes suivants : Architecture africaine de paix et de sécurité; reconstruction et développement après un conflit; préparation et intervention en cas de situations d'urgence; justice en période de transition.

26. Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a prêté appui au partenariat stratégique de l'ONU et de l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité en poursuivant l'exécution du plan de travail conjoint de l'ONU et de l'Union africaine sur la mise en place de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, en particulier de la Force africaine en attente. Le Bureau a contribué à l'élaboration et à la mise au point des politiques et directives de l'Union africaine relatives à la prévention des conflits et aux opérations de soutien à la paix, notamment au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, ainsi que des principes directeurs de la réforme du secteur de la sécurité, d'instructions permanentes pour les normes minimales de sécurité opérationnelle et du Cadre stratégique de lutte antimines de l'Union africaine. Il a également participé à l'évaluation de la doctrine de la Force africaine en attente et à l'élaboration de directives concernant la protection des civils dans le cadre de l'initiative relative à l'Armée de résistance du Seigneur. Aux niveaux opérationnels, le Bureau a fourni une assistance technique et un appui aux missions lors des engagements de l'Union africaine en République centrafricaine et au Mali et a participé au bilan conjoint de la Mission de l'Union africaine en Somalie.

27. En 2013, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a collaboré avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé pour déployer des spécialistes de la protection de l'enfance dans les opérations de paix et aligner la législation nationale sur les instruments relatifs à la protection de l'enfance et aux droits de l'enfant.

28. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a contribué au renforcement des capacités des communautés économiques régionales aux fins de la coordination de l'aide humanitaire, ainsi que de la collecte et de la gestion de fonds. En particulier, le Bureau a diffusé les pratiques optimales et donné des conseils pour élaborer des politiques de gestion des catastrophes, facilité la formation aux fins de la coordination des affaires humanitaires entre civils et militaires et aidé à mettre en place des mécanismes de gestion des fonds d'intervention rapide et d'autres ressources destinées à faire face aux catastrophes. En 2013, le Bureau a conduit une évaluation de la coordination entre civils et militaires, effectué des missions d'appui en République centrafricaine et en République démocratique du Congo et organisé des stages de formation au Kenya et en Ouganda. Il a aidé le comité de la Communauté de développement de l'Afrique australe chargé d'évaluer la vulnérabilité régionale à mettre au point une méthode commune pour évaluer la vulnérabilité urbaine.

29. En octobre 2013, en marge du débat thématique de haut niveau que l'Assemblée générale a consacré à la promotion des investissements en Afrique et au rôle moteur de ces derniers dans la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique, notamment de ceux du NEPAD, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a organisé, en collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et la Commission de l'Union africaine, une réunion d'information à l'intention des États Membres, où les communautés économiques régionales ont évoqué la nécessité de renforcer la résilience des pays africains, ainsi que des institutions régionales et sous-régionales, de même que leur capacité à anticiper les crises et les catastrophes humanitaires et à y faire face. Cette réunion a permis aux participants de définir les moyens pertinents à mettre en œuvre pour renforcer la résilience et faire face aux crises humanitaires en Afrique.

30. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a renforcé ses capacités régionales d'intervention au Sénégal, ainsi que sa présence sur le terrain et ses capacités de coordination au Burkina Faso et au Niger, ce qui a beaucoup amélioré la protection et l'assistance fournies aux réfugiés maliens. Le Haut-Commissariat a aussi renforcé ses capacités opérationnelles au Mali, au Soudan du Sud et dans les pays qui accueillent des réfugiés en provenance de l'est de la République démocratique du Congo, en contribuant à élargir l'accès à l'aide d'urgence et à en améliorer l'acheminement.

31. L'Organisation maritime internationale (OMI) a poursuivi sa collaboration avec l'ONUDC afin de lutter contre la piraterie au large des côtes de la Somalie et du golfe d'Aden. Plus de 300 stagiaires ont bénéficié d'un programme de formation pratique aux fonctions de garde-côte, notamment opérationnelles, techniques et logistiques. D'autres actions concertées de ce type sont conduites en Afrique centrale et de l'Ouest.

D. Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural

32. Le module relatif à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et au développement rural est coprésidé par la Commission de l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

33. Au cours de la période considérée, ce module a obtenu d'importants résultats dans la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et le soutien au secteur agricole africain, notamment en favorisant la prise en main et la conduite nationales du Programme, en mobilisant des aides politiques, financières et techniques et en impliquant divers acteurs régionaux et nationaux.

34. En apportant un appui technique à la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, la FAO a aidé des pays à signer des contrats et à établir des plans nationaux d'investissements en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans le cadre du Programme détaillé. Elle a également aidé des pays à faire des demandes de financement pour ces plans auprès du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Sur les 16 pays auxquels elle a prêté un appui, 15 ont réussi à obtenir des fonds d'un montant total de 563 millions de dollars auprès du Programme. Dans le cadre du Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants, la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF ont fourni un appui technique et financier aux pays africains aux fins de la mise en œuvre de l'initiative de renforcement des capacités en matière de nutrition que conduit le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine afin d'inscrire la nutrition dans ses projets et mécanismes d'investissement.

35. La Banque mondiale a consenti 786 millions de dollars de prêts au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine au titre de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement rural, en plus des 63 millions de prêts octroyés dans le cadre des fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Programme. Elle a notamment débloqué 60 millions de dollars de fonds supplémentaires en faveur du Mali dans le cadre du Programme de renforcement de la productivité agricole de l'Afrique de l'Ouest et 122 millions de dollars au titre du projet régional pour le rétablissement et la résilience des moyens de subsistance liés à l'élevage, qui couvre le Kenya, l'Ouganda et les États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement. En 2013, les fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine ont octroyé des subventions à la CEDEAO et à la CDAA et ont également contribué à l'élaboration et au lancement de l'initiative conduite par l'Union africaine et le NEPAD pour entretenir la dynamique créée par le Programme.

36. En juillet 2013, la FAO s'est associée à la Commission de l'Union africaine pour organiser une réunion de haut niveau sur le thème « Vers une renaissance africaine : un partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025 dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine » afin de promouvoir la conclusion d'un accord sur les principes et les moyens concrets à mobiliser pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition en Afrique, notamment en mobilisant les secteurs public et

privé. À l'issue de cette réunion, les dirigeants de l'Union africaine ont adopté une déclaration pour éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025.

37. En juillet 2013, l'UNICEF a contribué à organiser la cinquième réunion de l'Équipe spéciale chargée d'examiner les progrès accomplis en Afrique en matière d'alimentation et de nutrition, qui a dressé un bilan de la stratégie régionale africaine pour la nutrition et élaboré une fiche de suivi des résultats dans ce domaine. L'Union africaine, l'Union européenne et l'OMS ont conjointement prêté appui au renforcement des capacités en matière d'inspection de l'hygiène alimentaire dans plus de 29 pays d'Afrique. L'OMS a également collaboré avec la FAO et la Commission de l'Union africaine pour mettre en place un mécanisme de coordination de la sécurité alimentaire et un système d'alerte rapide pour l'alimentation humaine et animale.

38. En octobre 2013, avant l'année de l'Union africaine pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique, le PAM s'est joint à des partenaires pour célébrer la Journée de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique à Niamey. Cette manifestation, qui avait pour thème la renaissance du continent africain pour la réalisation du droit à une alimentation adéquate, a essentiellement été consacrée à l'étude du coût de la faim en Afrique. Elle a débouché sur la formulation de diverses recommandations, tendant notamment à mieux coordonner les systèmes et programmes de nutrition, à adopter des approches multisectorielles, à promouvoir une action qui tienne compte des besoins nutritionnels et à mettre en place les multiples éléments constitutifs de la sécurité alimentaire, depuis les droits fonciers jusqu'aux services de vulgarisation agricole et aux régimes de protection sociale.

39. Pour aider le Soudan et l'Éthiopie à diversifier leurs exportations agricoles traditionnelles, le Fonds commun pour les produits de base a facilité la production, la commercialisation et l'exportation de bananes biologiques. Le Soudan exporte ainsi maintenant des bananes biologiques et l'Éthiopie remet en état son secteur d'exportation de bananes.

E. Industrie, commerce et accès aux marchés

40. Ce module, que coprésident la Commission de l'Union africaine et l'ONUDI, a prêté appui à des organisations régionales et sous-régionales d'Afrique pour renforcer les capacités de production aux fins du commerce, de l'accès aux marchés et de l'industrialisation durable à l'échelle du continent.

41. L'ONUDI a continué de travailler avec la Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les pays africains pour mettre en œuvre le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique, une stratégie qui vise à mobiliser des ressources financières et non financières pour améliorer la compétitivité de l'Afrique. Dans le cadre de l'Initiative accélérée de développement de l'agriculture et des agro-industries, l'ONUDI, la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont amélioré les avantages comparatifs des pays africains en développant des chaînes agricoles compétitives, notamment pour la viande rouge et les haricots à œil noir au Niger, les bananes en Ouganda et les noix de cajou en République-Unie de Tanzanie.

42. En République démocratique du Congo, l'ONUDI a exécuté un projet visant à développer le secteur agro-alimentaire pour rétablir les moyens de subsistance,

diversifier les emplois et donner aux populations locales, en particulier aux femmes et aux jeunes, les moyens d'acquérir des compétences recherchées sur le marché du travail en traitement des produits alimentaires et hygiène alimentaire. En outre, ce projet a doté le centre de traitement d'une nouvelle cabine électrique grâce à laquelle 800 habitants des villages environnants ont pu avoir accès à l'électricité.

43. En ce qui concerne les échanges commerciaux, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a dispensé une formation à plus de 650 candidats de pays africains dans divers domaines relevant de sa compétence. Elle a continué de développer l'appui qu'elle prête au Groupe des États d'Afrique à Genève, notamment en contribuant aux travaux préparatoires en vue de la définition des positions de l'Afrique à sa neuvième Conférence ministérielle. Cette conférence, qui a été une réussite, a donné de l'allant aux activités préparatoires du programme de travail autour des questions du Programme de développement de Doha restées en suspens après Bali.

44. Vingt-trois des 33 pays d'Afrique couverts par le Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés ont inscrit les échanges commerciaux dans leurs plans nationaux de développement. Début 2014, on comptait 46 projets de niveau 1 visant à réduire les contraintes commerciales, promouvoir la croissance économique et renforcer les capacités institutionnelles.

45. Dix projets supplémentaires ont atteint le niveau 2, ce qui porte à 24 le nombre de projets parvenus à ce stade. Il s'agit notamment de projets visant à promouvoir le secteur de la gomme arabique au Tchad, à améliorer la compétitivité des exportations de vanille, d'ylang-ylang et de clou de girofle dans les Comores, à commercialiser la mangue et les produits qui en sont tirés et à en augmenter la valeur ajoutée en Guinée et à améliorer la compétitivité de la chaîne de valorisation des cuirs et peaux au Niger.

46. En juillet 2013, le quatrième examen global de l'Aide pour le commerce, sur le thème de la participation aux chaînes de valorisation a permis d'étudier les stratégies mises en œuvre par les pays d'Afrique et les pays les moins avancés pour participer aux chaînes internationales de valorisation et progresser dans ce cadre. À l'issue de cet examen, les ministères des pays membres de l'OMC ont réaffirmé leur attachement à la notion d'aide au commerce, en notant que le nouveau programme de travail de l'aide au commerce devrait être défini en fonction du programme de développement de l'après-2015 et axé sur la facilitation du commerce, les crédits commerciaux, les aptitudes professionnelles, le contexte des investissements et l'infrastructure.

47. En collaboration avec le Maghreb Economic Forum, la CEA a réuni des spécialistes du secteur bancaire et des marchés boursiers, ainsi que des investisseurs et des universitaires pour promouvoir le rôle du secteur privé dans l'intégration régionale. Cette initiative a été à l'origine de la création d'un fonds de placement pour le Maghreb et d'un forum pour l'amélioration des systèmes financiers nationaux et leur alignement sur les normes internationales.

48. Dans le cadre du programme de renforcement des capacités commerciales des pays arabes, le Centre du commerce international a collaboré avec des organisations locales en Algérie, en Égypte, au Maroc et en Tunisie afin de renforcer la compétitivité internationale des petites et moyennes entreprises et de contribuer à la

création d'emplois. Par exemple, pour promouvoir les échanges commerciaux Sud-Sud en Égypte, ce programme a permis de renforcer les compétences des entreprises sur le secteur des marchés halals, quadruplant ainsi les exportations d'aliments transformés à destination de la Malaisie.

49. Le Système douanier automatisé de la CNUCED s'est développé en Afrique, où il couvre désormais 41 pays. Dans le domaine de l'automatisation des procédures douanières, il a permis de réduire les coûts, de raccourcir les délais de dédouanement, d'améliorer le recouvrement des recettes et de disposer de statistiques précises et récentes sur les échanges internationaux. En 2013, le Rwanda a mis en place un guichet électronique unique dans le pays, qui met en œuvre la technologie réseau la plus récente pour relier par Internet 20 administrations publiques, banques commerciales, agents des services douaniers et transporteurs.

50. Dans le cadre de son programme d'appui au renforcement des capacités de commerce international au service de l'Afrique (PACT II), le CCI a contribué à l'intégration régionale dans le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australes, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la CEDEAO. Le CCI a aidé 3 157 petites et moyennes entreprises et microproducteurs africains à améliorer leurs capacités d'exportation, à renforcer leurs liens avec le marché et à augmenter leur recettes d'exportation dans des secteurs à fort potentiel comme la mangue, le cuir et le café.

51. Un projet conjoint du CCI et de l'Organisation internationale de la Francophonie a permis d'augmenter les échanges commerciaux entre 14 pays d'Afrique et 3 pays du Mékong, à savoir le Viet Nam, le Cambodge et la République démocratique populaire lao. Parmi les succès remportés en 2013, citons la conclusion d'accords de transfert technologique entre le Viet Nam et le Burkina Faso dans le secteur de la noix de cajou, ainsi que l'instauration d'une coopération directe entre les banques des deux régions, qui réduira considérablement les délais de transaction et les coûts connexes.

F. Environnement, population et urbanisation

52. Le groupe thématique a continué d'examiner les problèmes relatifs à la dégradation de l'environnement, à la croissance de la population et aux migrations, à l'explosion urbaine et à l'absence de statistiques démographiques.

53. Au cours de la période considérée, le groupe a prêté main forte aux pays africains dans le cadre de la suite à donner et de la mise en œuvre des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012, de l'examen en cours du programme de développement pour l'après-2015 et de la préparation des conférences sur les changements climatiques et la désertification.

54. En avril 2013, le Département des affaires économiques et sociales a coordonné un débat thématique, organisé conjointement par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, sur le rôle des partenariats dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Le débat a permis de sensibiliser les participants et de renforcer l'importance de l'énergie durable, des transports et de la sécurité alimentaire dans l'amélioration de la capacité de production et de transformation industrielle de l'Afrique.

55. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a collaboré avec la Commission économique pour l'Afrique, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Commission de l'Union africaine et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, pour organiser une série de réunions-débats de haut niveau à l'intention du Groupe des États d'Afrique au Siège de l'Organisation des Nations Unies, sur le programme de développement pour l'après-2015 et la mise en œuvre du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons ». En conséquence, le Groupe des États d'Afrique, plus soudé, a renforcé ses capacités de coordination afin de formuler une position commune sur les priorités africaines et faire en sorte qu'elle soit prise en compte dans le programme de développement pour l'après-2015 et la mise en œuvre du document final, y compris les objectifs de développement durable.

56. En novembre 2013, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a collaboré étroitement avec la CEA, le PNUD, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement pour aider les pays africains à élaborer le document final de la consultation régionale africaine sur les objectifs de développement durables. Cette initiative a abouti à la position commune de l'Afrique sur le programme de développement pour l'après-2015, qui a été adopté par les dirigeants africains en janvier 2014.

57. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en sa qualité de secrétariat de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, en collaboration avec le NEPAD et la Commission de l'Union africaine, a organisé une réunion consultative des ministres africains de l'environnement en novembre 2013, en Pologne, avant le débat de haut niveau de la dix-neuvième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Cette réunion a été l'occasion pour les ministres africains d'affiner leur stratégie de négociation et de collaboration avec les autres parties intéressées.

58. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la Commission de l'Union africaine, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, la Communauté de développement de l'Afrique australe, le Forum forestier africain et le PNUE ont organisé ensemble la réunion préparatoire régionale africaine pour la onzième session de la Conférence des parties, afin de permettre aux parties africaines de mieux défendre la position commune africaine.

59. Le Forum des Nations Unies sur les forêts a renforcé la gestion durable des forêts en Afrique dans le cadre d'un projet visant à faciliter le financement de la gestion durable des forêts en Afrique et dans les pays les moins avancés. Le projet a abouti à la formulation d'une stratégie commune de financement des forêts en Afrique, dans les pays les moins avancés, dans les petits États insulaires en développement et dans les pays à faible couverture forestière, ainsi qu'à l'élaboration de documents de politique générale sur le financement des forêts en Afrique ainsi que des feuillets d'informations sur le financement des forêts en Tunisie, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.

60. Au cours de la période considérée, la Banque mondiale a versé 1,3 milliard de dollars pour l'environnement, la population et l'urbanisation, y compris un appui continu à l'initiative de la Grande Muraille verte. L'aide qu'elle a fourni à

l'initiative TerrAfrica a permis de répondre véritablement et efficacement aux besoins des pays en matière de gestion durable des terres et de l'eau.

61. L'Organisation mondiale du tourisme a organisé, en Tunisie, une conférence sur le tourisme africain, donnant l'occasion aux pays africains d'explorer les voies et moyens de promouvoir ce secteur, notamment en facilitant l'obtention de visas et en améliorant les liaisons aériennes et la technologie. Elle a également organisé, en Côte d'Ivoire, un atelier sur le renforcement des capacités d'élaboration de politiques et de stratégies relatives au tourisme, et proposé aux Gouvernements ougandais et togolais des orientations politiques et stratégiques pour le développement du tourisme.

62. Au moyen du plan du tourisme durable de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la CEA a fourni un modèle pour la poursuite du développement et de la mise en œuvre de stratégies en faveur du tourisme dans les États membres de l'Autorité. Ce plan renforcera le tourisme à l'échelon national et régional, en vue de la croissance économique et de l'intégration régionale.

63. Le FNUAP a collaboré avec la CEA, la Commission de l'Union africaine et le Bureau sud-africain de statistique pour appuyer le programme de renforcement des capacités ISIBalo, dont le but est de former des jeunes statisticiens africains à produire et diffuser des données de recensement à l'aide des nouvelles technologies. Grâce à cet appui, les experts ont pu mener à bien les cycles de recensement de la population et du logement en 2010 et 2020, intégrer les statistiques dans le processus de prise de décisions et promouvoir l'utilisation de données de qualité obtenues en temps voulu en vue du développement durable.

64. En octobre 2013, le FNUAP, la CEA, la Commission de l'Union africaine et l'UNICEF ont conjointement organisé la Conférence régionale africaine sur la population et le développement, à Addis-Abeba, à laquelle ont participé des ministres africains chargés de la planification et du développement, de la santé, de l'égalité des sexes et de la population, et des représentants de la société civile, des jeunes et des communautés économiques régionales. La Conférence s'est terminée par l'adoption de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement en Afrique au-delà de 2014, apportant une perspective africaine commune à la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014.

65. Par l'intermédiaire de son Centre de renforcement des capacités de l'Afrique, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a amélioré la collaboration régionale sur les migrations et la mobilité transfrontières. L'OIM a formé 300 agents de la police des frontières, remis en état 10 points de passage frontaliers et alimenté 15 autres points de passage en énergie. Par ailleurs, elle a, notamment, mis en place des systèmes d'analyse de données d'information sur les migrations le long des frontières de plusieurs pays africains, défini des procédures opérationnelles permanentes, mis à l'essai des postes frontière à guichet unique et formé 25 hauts responsables des services de l'immigration.

G. Développement social et humain

66. Le groupe thématique en charge du développement social et humain a continué d'aligner son programme de travail sur les priorités du NEPAD.

67. La Campagne pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle en Afrique, lancée par la Commission de l'Union africaine avec l'appui du FNUAP, a été suivie dans de nombreux pays africains à l'échelon du pays, du district et de l'État. Ainsi, le Cameroun a ouvert huit écoles de sages-femmes, comptant plus de 200 sages-femmes en fin de formation, et la Sierra Leone a mis en place des services médicaux gratuits pour les femmes enceintes et leurs bébés.

68. Au cours de la période considérée, la Banque mondiale a consenti des prêts au titre du développement social et humain pour un montant de 1,9 milliard de dollars, dont 675 millions en faveur de l'éducation, 395 millions au titre de la santé, 484 millions pour la protection sociale et 320 millions pour l'amélioration des compétences, l'emploi des jeunes et des projets de développement communautaire. En outre, 140 millions ont été versés à l'appui des centres d'excellence régionaux en Afrique de l'Ouest, et 10 millions de dollars pour la surveillance des maladies dans les pays de la CEDEAO.

69. Par son programme de formation commerciale et de renforcement de l'esprit d'entreprise destiné aux jeunes, l'ONUDI a formé plus d'un million de jeunes africains et environ 7 000 enseignants en Angola, au Cap-Vert, en Côte d'Ivoire, au Mozambique, en Namibie, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et en Sierra Leone.

70. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a offert des stages et des ateliers nationaux et régionaux, mené des missions d'experts, facilité des missions scientifiques et placé des candidats nationaux dans des institutions spécialisées afin de renforcer les compétences dans les secteurs suivants : santé, alimentation et agriculture, gestion des ressources en eau, protection de l'environnement, développement de l'énergie durable et extraction de l'uranium. De mai 2013 à janvier 2014, l'AIEA a accordé 334 bourses et facilité 90 visites scientifiques, produisant plus de 1 780 mois de formation par personne. Elle a également offert 54 cours à 707 participants africains.

71. En 2013, le PNUD s'est associé à l'Agence de planification et de coordination du NEPAD pour fournir un appui technique au projet d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique, y compris par l'examen et la révision de l'avant-projet de loi type de l'Union africaine sur l'harmonisation de la réglementation des médicaments afin d'y intégrer des dispositions pertinentes sur la propriété intellectuelle.

72. Lors du Sommet extraordinaire sur le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, tenu à Abuja en 2013, ONUSIDA, l'Organisation mondiale de la Santé et la Commission de l'Union africaine ont collaboré avec d'autres parties prenantes pour lancer l'initiative Traitement 2015, qui vise à intensifier et élargir la couverture des thérapies antirétrovirales afin d'enrayer l'épidémie de VIH.

H. Science et technologie

73. Le groupe thématique science et technologie soutient particulièrement la mise en œuvre du Plan d'action consolidé de l'Afrique pour la science et la technologie (NEPAD), qui repose sur trois piliers interdépendants : le renforcement des capacités, la production de connaissances et l'innovation technologique.

74. Pendant la période considérée dans le rapport, l'UIT a collaboré avec la Commission de l'Union africaine pour créer l'observatoire africain des sciences, de la technologie et de l'innovation. Elle a effectué une étude de faisabilité pour la plateforme de collecte de données et la conception des réseaux de l'initiative afin de promouvoir l'utilisation des sciences, des techniques et de l'innovation et améliorer le bien-être des populations africaines.

75. L'UIT a continué d'appuyer l'initiative L'informatique à l'école du NEPAD, en renforçant les compétences informatiques des enseignants et des directeurs d'école africains et en donnant des cours d'informatique aux élèves des écoles primaires et secondaires, afin de faciliter leur intégration dans une société de l'information et une économie de la connaissance.

76. Dans le cadre de l'initiative Connecter une école, connecter une communauté, l'UIT a collaboré avec divers gouvernements africains pour relier les écoles se trouvant dans des zones reculées, rurales ou mal desservies à des services Internet à large bande et encourager l'établissement de centres informatiques locaux, permettant ainsi à des enfants d'âge scolaire d'avoir accès aux technologies de l'information et des communications et au matériel informatique. L'UIT a également mis en place un réseau de centres d'excellence en Afrique pour promouvoir l'utilisation de l'informatique dans l'enseignement.

77. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a appuyé l'innovation dans la recherche-développement en apportant une assistance technique à la création de centres d'appui à la technologie et à l'innovation dans des pays africains (Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Niger, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe et Sénégal) afin de répondre aux besoins technologiques dans le secteur agroalimentaire. En Égypte, l'OMPI et l'Académie de recherche scientifique et de technologie a mis au point des modules de formation des formateurs, et cinq principaux formateurs de l'Académie ont obtenu une maîtrise de l'Université de Turin (Italie) dans le domaine de la propriété intellectuelle. En conséquence, l'Égypte est entrée dans le Réseau mondial des académies de la propriété intellectuelle.

I. Communication, plaidoyer et sensibilisation

78. Le groupe thématique chargé de la communication et du plaidoyer, coprésidé par la Commission de l'Union africaine et le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, a poursuivi ses activités de communication et d'information pour le NEPAD.

79. En avril 2013, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a collaboré avec la CEA, le Département de l'information et la Commission de l'Union africaine pour lancer au Siège de l'ONU le *Rapport économique sur l'Afrique 2013 : tirer le plus grand profit des produits de base africains – l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique*. Cette manifestation a permis de mieux prendre conscience de l'industrialisation de l'Afrique et de la valeur ajoutée de ses activités de transformation. Le rapport 2013 de la CNUCED sur le développement économique en Afrique intitulé « Commerce intra-africain : libérer le dynamisme du secteur privé » se penche sur la manière de renforcer le secteur privé pour stimuler les échanges intra-africains.

80. En septembre 2013, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique s'est associé au secteur privé pour organiser le déjeuner de travail annuel des chefs d'État et de gouvernement africains visant à promouvoir l'Afrique comme destination de choix pour les investissements. Étaient présents le Président ougandais, le Vice-Président du Soudan du Sud, le Président de la Commission de l'Union africaine et des ministres du Ghana, du Nigéria et du Rwanda, qui ont appelé l'attention sur les possibilités qu'offrent l'Afrique en matière d'investissement, dans le but de soutenir la stratégie de l'Union africaine relative à la mobilisation des ressources nationales.

81. En octobre 2013, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, en collaboration avec le NEPAD, le Département de l'information, la CEA, l'Union africaine, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et le secrétariat du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, a dirigé l'organisation de la Semaine de l'Afrique, qui se tient tous les ans. Une série de manifestations a été organisée, dont une table ronde de haut niveau à l'occasion du dixième anniversaire du Mécanisme, un exposé à l'intention des États Membres et du système des Nations Unies et un dialogue avec les organisations non gouvernementales, le milieu universitaire, la diaspora africaine, les médias et les associations de jeunes et de femmes. Le Département de l'information a organisé une conférence de presse et des entretiens avec la presse à l'intention du Secrétaire exécutif de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, du Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique et des hauts responsables du Mécanisme. Par ailleurs, conjointement avec l'Agence, il a également publié et diffusé des communiqués de presse et des avis aux médias. La Semaine de l'Afrique a appelé l'attention sur le programme de l'Afrique en matière de développement et de gouvernance au niveau mondial. L'Assemblée générale dans son débat thématique de haut niveau sur la promotion de l'investissement en Afrique a renouvelé les engagements pris à l'échelle internationale pour appuyer le NEPAD et le Mécanisme.

82. Le Département de l'information a activement utilisé les réseaux de médias sociaux, comme Facebook et Twitter, pour promouvoir le programme de développement économique de l'Afrique. À la fin de janvier 2014, son compte Twitter de langue anglaise avait plus de 45 400 sympathisants et la version française, 19 000. Rien qu'en 2013, 55 articles de la revue *Afrique Renouveau* ont été repris plus de 1 240 fois dans les médias en Afrique et ailleurs. En février 2014, le Département a publié un numéro spécial de la revue *Afrique Renouveau* pour commémorer le dixième anniversaire du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et la proclamation par l'Union africaine de 2014 Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique.

83. La CEA a fourni un appui aux activités de communication de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD en produisant et diffusant un bulletin d'information hebdomadaire, *NEPAD Today*, publié en français et en anglais et envoyé par voie électronique à plus de 10 000 lecteurs en Afrique et dans le monde. Cette lettre d'information mobilise le soutien du public en faveur du NEPAD en regroupant des dizaines de récits provenant de différentes sources d'information et en mettant l'accent sur les domaines prioritaires de l'Union africaine et du NEPAD.

84. Le Président de la Banque mondiale, tout comme le Secrétaire général, s'est rendu dans la région des Grands Lacs et dans les pays du Sahel pour souligner l'importance du développement dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité. Au cours de ces deux visites, les partenaires de développement ont promis

des ressources financières pour améliorer les domaines comme la santé, l'éducation, la nutrition, l'accès à l'énergie, la protection sociale et la formation professionnelle, dont un montant de 1 milliard de dollars pour la région des Grands Lacs et près de 8,25 milliards de dollars pour la région du Sahel, destinés au renforcement des systèmes de sécurité sociale qui permettront d'aider les familles à faire face aux problèmes économiques et aux catastrophes naturelles, d'améliorer les infrastructures et de créer des possibilités d'emploi dans les zones rurales.

85. En 2013, à l'occasion de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, l'ONUDI a coordonné des activités à Vienne, New York, Genève, Bruxelles et dans l'ensemble des 20 bureaux extérieurs de l'ONUDI en Afrique, qui ont permis au secteur privé, aux décideurs et aux bailleurs de fonds de mettre en commun leurs pratiques optimales et les expériences locales, en vue de renforcer les marchés de l'emploi et le climat des affaires en Afrique. Au Siège de l'Organisation des Nations Unies, l'ONUDI a collaboré avec le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine pour organiser une réunion de haut niveau sur le thème de la création d'emplois et du développement de l'esprit d'entreprise comme moyen d'accélérer l'industrialisation de l'Afrique.

III. Grandes orientations pour la mise en œuvre du Nouveau Partenariat

A. Renforcement du système de groupes thématiques et de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine

86. Au cours de la période considérée, le système des Nations Unies a accentué son appui à la mise en œuvre du NEPAD et du programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine. Le Mécanisme de coordination régionale a été renforcé grâce à un meilleur échange d'informations, l'augmentation des activités entre les groupes et de fréquentes réunions des groupes thématiques qui ont permis d'améliorer le niveau et la qualité de la coopération. Les questions transversales, en particulier celles relatives à l'égalité des sexes et à la jeunesse, ont également été beaucoup mieux intégrées au sein des différents groupes. Sur demande, les neuf groupes thématiques du Mécanisme ont mis au point des plans d'action et des programmes de travail, en tenant compte des grandes priorités du NEPAD. Ainsi, le Mécanisme a été véritablement mis à profit pour appuyer le programme de l'Afrique, notamment en ce qui concerne les négociations aux niveaux mondial et continental dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, les changements climatiques, le programme de développement pour l'après-2015 et l'Agenda 2063.

87. Le Mécanisme de coordination régionale a décidé de tenir ses futures sessions ordinaires tout de suite après la session annuelle de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, organisée par la CEA, afin que les responsables de l'ONU disposent d'un espace de dialogue direct et véritable avec les ministres africains et recueillent d'autres idées sur les aspirations en matière de développement de l'Afrique.

88. Le deuxième examen triennal du programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine et l'initiative relative à un cadre de coopération pour le développement régional, entre autres, contribueront à stimuler la mobilisation des ressources en faveur du Mécanisme de coordination régionale.

B. Appui à la mobilisation de ressources financières pour la mise en œuvre du NEPAD

89. Au cours de la période considérée, le PNUD a collaboré avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et la Commission économique pour l'Afrique pour établir un rapport sur la mobilisation des ressources intérieures, document de base du prochain sommet pour le financement du développement des infrastructures africaines, qui doit se tenir à Dakar. La CEA, qui fait office de secrétariat du Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites en provenance d'Afrique, a également mené des études de fond sur la question.

90. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, en tant que coorganisateur de la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique avec le Japon, le PNUD, la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine, a considérablement contribué aux documents préparatoires et finals de la Conférence, et renforcé le pouvoir de négociation de la Commission. À l'issue de la Conférence, le Japon s'est engagé à verser un montant de 32 milliards de dollars pour le développement de l'Afrique au cours des cinq prochaines années.

91. En janvier 2014, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a organisé une collecte de fonds pour le Fonds pour le patrimoine mondial africain, obtenant des engagements pour un montant de 3 millions de dollars aux fins de la promotion du riche patrimoine naturel et culturel de l'Afrique au titre de la croissance économique.

92. Sur les 18 facilités élargies de crédit du Fonds monétaire international, 13 accords actifs, représentant une enveloppe d'environ 1,6 milliard de dollars, avaient été conclus avec des pays africains. Les décaissements au titre du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance des pays de l'Afrique subsaharienne ont atteint un montant total de 707 millions de dollars en 2013, soit 58 % des décaissements de ce fonds.

93. L'OIM a alloué un montant total de 5,8 millions de dollars à des projets, qui appuient directement ou non les priorités du NEPAD. Ce soutien financier avait pour but de faciliter les migrations par l'amélioration des infrastructures et la mise en place de systèmes de gestion intégrée des frontières afin de faciliter la mobilité transfrontière, stimuler le commerce et les investissements intra-africains et améliorer l'intégration régionale.

94. La Banque mondiale, dans le cadre de l'appui qu'elle continue d'apporter au Programme de développement des infrastructures en Afrique, a fourni 3,3 milliards de dollars pour les infrastructures en Afrique subsaharienne, dont un montant de 1,2 milliard pour l'énergie, 799 millions pour les transports, 187 millions pour les technologies de l'information et des communications et 1,1 milliard pour l'eau.

95. On trouvera dans l'annexe au présent rapport de plus amples informations sur les ressources dégagées par les organismes des Nations Unies pour aider le NEPAD.

C. Questions transversales

96. En 2013, le sous-groupe sur l'égalité des sexes et le développement a appuyé un audit de la prise en compte des questions d'égalité des sexes par le groupe thématique sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural, qui s'est volontairement prêté à ce genre d'audit participatif.

97. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le FNUAP ont fourni un appui financier et technique au secrétariat de la campagne « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes », en Afrique, à qui ils ont notamment envoyé un expert technique en détachement. Cette collaboration a permis de vulgariser le Protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique et contribué à l'adoption d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la Décennie des femmes africaines au niveau national.

98. Pour promouvoir l'égalité des sexes et l'intégration des femmes dans le secteur des transports maritimes, l'Organisation maritime internationale (OMI) a aidé à créer une association de femmes occupant des postes de responsabilité dans le secteur maritime en Afrique de l'Est et en Afrique australe, et une association de femmes dans le commerce et les transports maritimes internationaux en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

99. En mars 2014, le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique et le PNUD ont organisé ensemble une réunion de haut niveau en marge de la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme intitulée « Towards 2015 for African women and girls: accelerating implementation of the Millennium Development Goals and defining the post-2015 development agenda and the African Agenda 2063 ». À cette occasion, les ministres africains chargés de la question de l'égalité des sexes ont lancé un appel pour redoubler d'efforts afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et tenir les engagements pris en faveur de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes et des droits des femmes dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, des objectifs du développement durable et de l'Agenda 2063. À l'issue de cette manifestation, les messages clefs ont été recueillis et diffusés dans le cadre des activités de mobilisation et de sensibilisation.

100. Dans le cadre de la facilitation de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, la CEA, par l'intermédiaire de son Institut africain de développement économique et de planification, a organisé une session de renforcement des capacités à l'intention des directeurs de la planification nationale de 54 pays africains afin qu'ils intègrent des éléments de l'Agenda dans leurs stratégies nationales respectives.

101. Le PNUD a appuyé la mise en œuvre du cadre stratégique du NEPAD pour le renforcement des capacités. Dans ce contexte, il a aidé 12 pays à faire le point sur leurs capacités nationales et à engager le dialogue sur le renforcement des capacités. Il a également contribué à l'élaboration de la publication « Africa Capacity Development Outlook », qui vise à renforcer les capacités institutionnelles nécessaires pour traduire les bonnes politiques en bons résultats.

D. Appui institutionnel

102. La CEA a détaché deux conseillers principaux auprès du secrétariat du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, chargés de fournir directement des services consultatifs et un soutien technique. Elle a également détaché deux experts techniques auprès de l'Agence pour aider à la mise en œuvre des recommandations de l'étude sur la mobilisation des ressources et le cadre stratégique pour le renforcement des capacités, réalisée conjointement avec l'Agence.

103. Le PNUD a détaché un économiste principal auprès de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et appuyé les activités de l'Agence par l'intermédiaire de son réseau d'économistes de haut niveau présents dans 46 de ses bureaux de pays en Afrique subsaharienne, offrant une assistance technique dans plusieurs domaines, dont le renforcement des capacités, l'énergie, l'environnement et les changements climatiques.

104. L'ONUDI a fourni une assistance technique à la Commission de l'Union africaine pour organiser la vingtième Conférence des ministres africains de l'industrie sur le thème de l'accélération de l'industrialisation de l'Afrique dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, au cours de laquelle 43 ministres sont convenus de donner la priorité aux volets financement et mobilisation des ressources de la stratégie de mise en œuvre du Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique.

105. Le FNUAP collabore avec le Groupe de travail du NEPAD sur l'égalité des sexes pour appuyer l'expansion de ses programmes. En outre, le FNUAP s'emploie à renforcer le rôle de plaidoyer des communautés économiques régionales afin d'aider les gouvernements à s'acquitter de leurs engagements nationaux, régionaux et internationaux en faveur de l'égalité des sexes.

106. La FAO a continué de fournir des experts et des consultants pour aider l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et le Département de l'économie rurale et de l'agriculture de la Commission de l'Union africaine à orienter et coordonner la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Elle a détaché un analyste des informations sur la sécurité alimentaire et un halieute auprès de l'Agence et pris en charge deux experts techniques du Département de l'économie rurale et de l'agriculture pour appuyer le programme susmentionné et les programmes de la Commission de l'Union africaine. La FAO a fourni des experts et des consultants pour aider la CEDEAO à créer et lancer l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation, qui aide les pays à financer et mettre en œuvre les plans d'investissement du Programme détaillé. Elle a également maintenu son appui en matière d'analyse, d'assistance technique et de renforcement des capacités.

107. L'OIM, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, a adopté une stratégie pour intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et programmes de l'Union africaine et du NEPAD. Le Bureau a aidé la Commission de l'Union africaine à mettre en œuvre le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : renforcer la capacité de récupération des pays et des collectivités face aux catastrophes et la Stratégie régionale africaine de prévention des catastrophes. Le principal objectif du Bureau est d'aider l'Afrique à définir sa participation au cadre

de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015. La version finale de la contribution de l'Afrique à ce cadre sera adoptée dans une déclaration ministérielle lors de la cinquième plateforme régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe, qui doit se tenir au Nigéria en mai 2014.

108. En collaboration avec la Commission de l'Union africaine, l'OMI a élaboré la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050, qui a été adoptée par les dirigeants africains en janvier 2014. Cette stratégie permettra aux pays africains d'assumer la pleine responsabilité de leurs affaires maritimes, y compris l'exploration et l'exploitation des ressources.

E. Défis et contraintes

109. Malgré des progrès appréciables dans l'utilisation de plans d'action et de programmes communs établis sur demande pour fournir un appui coordonné à la Commission de l'Union africaine et à l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, le Mécanisme de coordination régionale, à sa quatorzième session, a constaté qu'il subsistait des difficultés de taille, dont le manque de ressources humaines et financières consacrées à la mise en œuvre des programmes de travail des groupes thématiques et le manque de communication et de coordination au sein de ces groupes et entre eux.

110. Le secrétariat du Mécanisme de coordination régionale doit disposer de ressources suffisantes pour renforcer l'assistance technique qu'il donne aux groupes thématiques, promouvoir la coordination sous-régionale et améliorer la coopération avec le système des Nations Unies et la coordination avec l'Union africaine.

111. En outre, il importe de renforcer l'adhésion de la Commission de l'Union africaine, de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et des communautés économiques régionales au Mécanisme de coordination régionale et leur connaissance de cet instrument.

IV. Conclusions et recommandations

112. Le système des Nations Unies continue d'apporter un appui important aux domaines d'activité prioritaires du NEPAD, aux niveaux mondial et régional, par l'intermédiaire des neuf groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale, du financement des programmes et des projets, du renforcement des capacités et des institutions, des services consultatifs, de la mobilisation des ressources, des activités de sensibilisation et de l'aide humanitaire.

113. Le système des Nations Unies a réalisé des progrès dans le renforcement de son appui à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, au développement des infrastructures, à la paix et à la stabilité, à la participation des femmes et des jeunes, et au Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine, ainsi qu'à la prise en compte totale des priorités du NEPAD dans la mise en œuvre du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro en 2012, et la formulation du programme de développement pour l'après-2015.

114. Les organismes des Nations Unies devraient aligner leurs programmes de travail respectifs sur les priorités et le calendrier des plans stratégiques de la Commission de l'Union africaine et de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD. La coordination et la cohérence en seront ainsi renforcées, le système des Nations Unies pourra mieux aligner son appui sur les mesures prises par la Commission et l'Agence, et, plus particulièrement, il pourra renforcer son appui aux priorités du NEPAD. Figurant dans le cadre stratégique du NEPAD pour la période 2014-2017, ces priorités sont, notamment, favoriser le développement des compétences en matière de science et de technologie, stimuler le commerce intra-africain par la mise en place d'une zone continentale de libre-échange, mettre en place des infrastructures, renforcer l'intégration régionale et mobiliser des ressources pour financer le développement.

115. Étant donné que le présent rapport coïncide avec le dixième anniversaire du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique et l'Année internationale de l'agriculture familiale, le système des Nations Unies doit redoubler d'efforts pour aider les États Membres africains à réaliser leur vision d'une révolution agraire en faveur d'une croissance économique reposant sur l'agriculture. Plus précisément, il s'agira d'aider les pays africains à atteindre les objectifs de la Déclaration de 2003 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique.

116. L'échéance fixée pour les objectifs du Millénaire pour le développement approchant rapidement, le système des Nations Unies devrait redoubler d'efforts pour accélérer le processus en Afrique. En outre, il devrait faire en sorte que le programme de développement pour l'après-2015 tienne compte des priorités mises en relief dans la position africaine commune sur le programme de développement pour l'après-2015, à savoir : a) la transformation économique structurelle et la croissance pour tous, y compris l'industrialisation; b) les sciences, les techniques et l'innovation; c) le développement centré sur l'être humain, notamment l'éducation, les soins de santé, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et la mobilisation de la jeunesse africaine; d) la viabilité de l'environnement, la gestion des ressources naturelles et des risques de catastrophe; e) la paix et la sécurité; et f) le financement et les partenariats.

117. De même, dans le cadre de la mise en œuvre du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et les consultations mondiales en cours sur les objectifs de développement durable, le système des Nations Unies devrait continuer à définir la vision, les priorités et les aspirations de l'Afrique en matière de développement durable et à faire en sorte qu'elles soient prises en compte. Cela exige, notamment, la prise en compte des priorités mises en relief dans le document final de la Réunion consultative régionale pour l'Afrique sur les objectifs de développement durable, à savoir le développement économique, le développement social, l'environnement et les ressources naturelles, les institutions et la gouvernance, les moyens de mise en œuvre et la promotion d'une approche intégrée du développement durable.

118. Étant donné que 2015 marque également le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, et de l'examen de leur mise en œuvre, ainsi que l'examen à mi-parcours de la Décennie des femmes africaines, les organismes des Nations Unies devraient intensifier l'aide qu'il fournissent à l'Union africaine et au NEPAD pour mettre en œuvre leurs programmes d'égalité des sexes

et d'autonomisation des femmes dans le cadre du dispositif de l'Union africaine relatif à la problématique hommes-femmes. En particulier, ils devraient aider l'Union africaine, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, les communautés économiques régionales et les ministères chargés des questions d'égalité des sexes et de promotion de la femme à examiner et évaluer la Déclaration de Beijing et la Décennie des femmes africaines, aux niveaux national, régional et continental.

119. Le système des Nations Unies devrait appuyer la mise au point définitive et la mise en œuvre de l'Agenda 2063, qui est un projet de développement ambitieux de l'Afrique pour les prochaines 50 années. Il devrait adopter une approche concrète et coordonnée pour appuyer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 dans le cadre de toutes ses activités et faire en sorte que les priorités qui y sont énoncées soient intégrées dans tous les programmes de développement mondiaux.

Annexe

**Appui fourni par les organismes des Nations Unies
à l'Afrique : ressources financières et humaines
consacrées à l'Afrique en 2011-2013**

Entité	Nature de l'appui	Montant (milliers de dollars É.-U.)			Part des ressources consacrée à l'Afrique (pourcentage)		
		2011	2012	2013 ^a	2011	2012	2013
Agence internationale de l'énergie atomique ^b	Fonds de coopération technique	16 694	22 549	25 914			
	Ressources extrabudgétaires	2 972	4 771	6 764			
	Programme de coopération technique (total)	19 667	27 320	32 679	25,1	29,9	30,3
Banque mondiale	Investissements de l'Association internationale de développement (IDA) en Afrique subsaharienne		7 400 000	8 200 000			
	Investissements de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en Afrique subsaharienne		144 000	42 000			
	Investissements de la Société financière internationale en Afrique subsaharienne		4 000 000	5 300 000			
	Garanties de l'Agence multilatérale de garantie des investissements pour l'Afrique subsaharienne		630 000	1 500 000			
	Investissements de l'IDA et de la BIRD en Afrique du Nord		1 200 000	1 700 000			
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	Fonds pour la consolidation de la paix (subventions pour interventions dans le cadre de projets stratégiques)	80 607			86,4		
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Budget-programme	88 898	91 908	99 372			
	Contributions de donateurs (préaffectées)	46 109	49 285	60 795			
	Budget des services administratifs	5 773	6 584	6 381			
Bureau des Nations Unies pour les partenariats ^c	Dépenses		22 380				
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	Total, dépenses	3 059	3 720	3 786	100	100	100
Centre du commerce international	Ressources financières	17 319	11 095 ^d	19 800	41,1	53	57
Commission économique pour l'Afrique	Allocation au titre du chapitre 18 du budget régulier (total)	50 053	52 246				

Entité	Nature de l'appui	Montant (milliers de dollars É.-U.)			Part des ressources consacrée à l'Afrique (pourcentage)		
		2011	2012	2013 ^a	2011	2012	2013
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Dépenses engagées pour l'Afrique	9 188	9 364	9 312	23,5	25,8	23
Département de l'information	Ressources financières et humaines au titre du chapitre 11	1 125	1 146	1 167	100	100	100
	Allocation au titre du chapitre 11 du budget régulier (total)	542	540				
Département des affaires économiques et sociales/Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination	Appui financier (total)	109	138	139			
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Ressources financières	50 968	63 576		23	22	
Fonds commun pour les produits de base	Engagements au titre des projets	12 098	8 416	24 727			
Fonds des Nations Unies pour la démocratie	Financement de projets	4 600	5 885	3 600			
Fonds des Nations Unies pour la population	Dépenses engagées au titre du programme de pays	132 200	133 067	125 038	45,8	47,5	45,3
	Nombre de membres du personnel	995			43,6		
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Ressources financières pour l'Afrique subsaharienne	2 001 300	2 016 300	2 106 200			
Fonds monétaire international (FMI)	Prêts au titre du Fonds pour la réduction de la pauvreté et la croissance	1 179 900	995 200	706 900			
	Subventions aux pays pauvres très endettés ^c	8 000	60 500				
	Allègement de la dette pour l'Afrique subsaharienne	6 218 000	6 598 000	6 524 000			
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Dépenses budgétisées	1 878 000	960 976	898 336	40		
	Nombre de membres du personnel	6 319	6 877		50		
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	Dépenses financières (total)	42 860	42 549	51 529	24	24	26
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Programmes sur le terrain (total)	319 500	292 900	337 599	34	38	44
	Assistance d'urgence	174 000	197 600		43	59	
	Coopération technique	145 500	95 300		28	23	
Organisation internationale du Travail	Budget ordinaire	34 194	39 560	39 560	9,4	9,2	9,2
	Part des ressources humaines consacrées à l'Afrique (budget ordinaire)	23 951	27 050	27 050	9,6	9,0	9,0

Entité	Nature de l'appui	Montant (milliers de dollars É.-U.)			Part des ressources consacrée à l'Afrique (pourcentage)		
		2011	2012	2013 ^a	2011	2012	2013
Organisation maritime internationale	Ressources financières	5 685	6 511	9 152			
	Ressources humaines	24	24	25			
Organisation mondiale du commerce/Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce		1 228	1 925	1 309	29	38	35
Organisation mondiale de la Santé	Nombre de membres du personnel	2 511	2 497	2 638	32,3	34	33,7
Organisation mondiale du tourisme	Programme régulier (total)	15 917			0,9		
Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida	Appui à l'Union africaine	66 595	66 595				
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Appui du programme régional du PNUD au NEPAD	609	704	829			
Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)	Dépenses engagées pour l'Afrique	19 787			9		
Union internationale des télécommunications	Appui financier	4 239	3 323	1 960	24	25	

Source : Organisations, fonds, programmes et agences spécialisées des Nations Unies et départements du Secrétariat.

Note : Les données ont été intégrées dans le tableau sur la base des informations transmises par les organismes du système des Nations Unies.

^a Les chiffres sont estimatifs ou provisoires, comme l'indiquent les organismes concernés.

^b Depuis 2011, les programmes de l'Agence internationale de l'énergie atomique sont indiqués en euros. Les taux de conversion appliqués par rapport au dollar sont les suivants : 0,774 pour 2011; 0,754 pour 2012; et 0,724 pour 2013.

^c Y compris l'assistance temporaire ou les décaissements au point d'achèvement.

^d La diminution relative de l'assistance fournie par le Centre du commerce international à l'Afrique en 2012 par rapport à 2011 est due à la fin du Programme d'appui au renforcement des capacités de commerce international au service de l'Afrique financé par l'Agence canadienne de développement international. Les chiffres devraient augmenter en 2013-2014 dès que le programme qui lui succédera sera opérationnel.

^e Les fonds levés par la Fondation pour les Nations Unies sont distribués aux organismes des Nations Unies par le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, qui fait partie du Bureau des Nations Unies pour les partenariats.